

Quel avenir pour le Sud Alsace ?

Sud Alsace Transition, a commandé une étude à 20 ans sur la résilience* des populations face aux grandes transitions dans le Sud Alsace. Une étude basée une méthode de prospective exploratoire qui balise le champ des possibles par des scénarios contrastés, anticipant les changements et qui donne des objectifs et des stratégies pour s'orienter vers un futur souhaitable.

« Faire évoluer notre société de l'endroit où elle est, à une situation écologiquement durable, socialement équitable et spirituellement épanouissante sur Mulhouse et sa région », tel est le but affiché du mouvement Sud Alsace Transition (SAT). C'est pourquoi quand Guillaume Reffay de SAT rencontre Jean-Marie Maléfant qui doit terminer ses études en "sécurité nationale, défense et intelligence stratégique", l'idée émerge entre eux de travailler sur la résilience*.

« En ce début de XXI^e siècle, l'ensemble des sociétés du monde change en profondeur, sous l'action de deux facteurs liés à la mondialisation. Ceci nous place à une période charnière, où les choix politiques d'aujourd'hui auront une incidence sur la société de demain », souligne Jean-Marie Maléfant évoquant les changements environnementaux et la révolution numérique.

Leur travail s'est appuyé sur des méthodes d'intelligence collective, qui en garantissent la qualité; et des partenariats avec l'Agence de participation citoyenne de Mulhouse, et les Villes de Kingersheim et Riedisheim. Deux grands séminaires (3 et 17 juin 2018) et plusieurs réunions plus restreintes, en sont ainsi à la base, réunissant quelque 70 participants aux profils socio-professionnels variés.

Les bases de l'étude de Jean-Marie Maléfant,

LE MOT

*Résilience

Capacité d'une société, exposée aux risques, de résister, absorber, accueillir et corriger les effets d'un danger, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base.

Guillaume Reffay, Sud Alsace Transition

co-pilotée par Adrien Biassin et animée par Quentin Desvigne, sont posées; et les méthodes de prospective stratégique, d'intelligence économique et de stratégie d'influence, retenues.

Une méthode relevant de la prospective exploratoire, appelée "ingénierie stratégique", qui balise le champ des possibles par des scénarios contrastés, en se basant sur la formulation de questions y compris dérangeantes, puis d'hypothèses qui y répondent. Une méthode qui prend en compte l'évolution de la tendance actuelle basée sur des statistiques et des prévisions mathématiques, mais anticipe également les potentielles ruptures et changements, majeurs



Quel avenir pour le sud Alsace ? DR

ou mineurs, pouvant survenir. Comme au théâtre d'improvisation, l'ingénierie stratégique se décompose en trois

parties : la prospective, qui constitue le décor; des acteurs, qui jouent leur rôle; et le commanditaire qui représente le metteur

en scène, fournit les indications, les objectifs et stratégies.

Pour poser le décor, 78 questions de prospective, traduisant les incertitudes quant à l'avenir du Sud Alsace, ont été posées. Elles ont été regroupées en 31 incertitudes majeures, relatives à l'aménagement du territoire (place des hommes dans leur environnement et organisation du territoire sud alsacien); à la gouvernance (mécanismes de prise de décision au niveau de la société et information comme aide à la décision); à la production, circulation et répartition des richesses (création, évaluation, échange et stockage de la valeur et organisation économique); au contrat social (agents socialisateurs, fondements de la cohésion sociale, impact social de la révolution numérique, devenir de la culture rhénane et alsacienne historique...).

Après avoir posé ces questions, les participants au séminaire du 3 juin à Kingersheim, y ont répondu par plusieurs hypothèses crédibles, à partir desquelles six scénarios ont été élaborés (lire ci-dessous). Puis des objectifs et des stratégies ont posés pour le territoire (lire plus bas). ■

Michèle MARCHETTI

► Étude disponible à la librairie 47° Nord, aux Sheds; par mail sur : guillaume@sud-alsace-transition.net ou au 0608175685, au prix de 35€.

LES SIX SCÉNARIOS DU PLUS AU MOINS PROBABLE

LA TOUTE-PUISSANCE NUMÉRIQUE

Avec une concurrence exacerbée des trois frontières, Mulhouse manquant d'avantages compétitifs se retrouve isolée. Homogénéisation du climat et environnement relativement favorable attirent en masse les réfugiés climatiques, ce qui provoque des conflits sociaux. L'État français recrée la région Alsace qui met en œuvre une nouvelle politique libérale tournée vers l'économie numérique, qui attire des investissements étrangers. Une cybercroissance qui entraîne une profonde mutation économique et le pouvoir des marchés sur l'économie locale : dématérialisation du travail, robotisation, intelligence artificielle entraînent le développement du chômage et de la précarité de l'emploi et permettent aux GAFAM de jouer à Big Brother. La gouvernance échappe aux élus, les services de santé sont privatisés, les hommes peu qualifiés quittent le territoire pour chercher du travail, les femmes réorganisent les liens sociaux autour des valeurs alsaciennes pour pallier la déficience des services publics.

Ce scénario est le scénario tendanciel, qui adviendra si la tendance actuelle se poursuit et qui empirera si n'y a pas un changement rapide de politique. C'est le plus probable à l'heure actuelle, mais l'un des deux pires, selon les participants à l'étude, un scénario catastrophe, telle une dictature verrouillant toutes possibilités de changement par le bas.

L'ÉTAT À LA RESCOUSSE

Face au dérèglement climatique, à la finance internationale qui capte l'épargne locale, au terrorisme et à une catastrophe technologique majeure (accident nucléaire ou Seveso) entraînant une crise sociale d'ampleur, l'État répond par une recentralisation : suppression du concordat, fermeture des frontières, nationalisations d'entreprises, spécialisation sur certains services publics... La population supporte mal ces décisions arbitraires et les inégalités géographiques, d'où une hausse des conflits et rapports de force. Les citoyens finissent par obtenir un droit à l'expérimentation sociale et économique, local mais limité.

Exemple approchant : la France du

Général de Gaulle.

Ce scénario très probable est considéré comme le 3^e dans l'ordre des souhaitables, le retour à une forme d'État providence étant contrebalancé par les pratiques antidémocratiques d'autorités jacobines.

LE SURSAUT CITOYEN

La finance internationale pille l'économie du Sud Alsace devant une administration locale impuissante. Avec de fortes perturbations en approvisionnement pétrolier et une augmentation des inégalités de revenus, apparaissent des conflits civils. Mais les citoyens décident collectivement de se protéger du capitalisme globalisé pour redynamiser le territoire. Ils créent un système financier ou une production d'énergie ou alimentaire locaux. L'autogestion et l'économie collaborative supplantent le capitalisme, restaurent l'environnement et l'entraide, permettent la mise en place d'une nouvelle gouvernance citoyenne autour d'un pôle métropolitain sud alsacien. Devant leurs bons résultats, l'État accorde une plus grande autonomie au Sud Alsace, qui coopère avec les pays de Bâle et de Bade créant des synergies transfrontalières dans de nombreux domaines.

Exemple approchant : l'Islande en 2008. C'est, avec le nouveau souffle rhénan, le scénario le plus souhaitable. Mais il n'est qu'en germe, en termes de possibilité, dans la situation présente. Certains événements pourraient le faire advenir; mais il est difficile d'anticiper comment.

L'EFFONDREMENT DU SUD ALSACE

Crises dans l'UE, disparition de la monnaie unique, les états comme la France se délitent, s'effondrent, les services publics disparaissent. Les habitants du Sud Alsace tentent de s'organiser au niveau local, l'autogestion laisse place à l'anarchie entraînant une crise économique. Les approvisionnements en énergies sont interrompus, les individus sont contraints de produire leur nourriture; des conflits éclatent pour l'accès aux ressources : clans, milices, manque de nourriture, maladies, catastrophes industrielles faute d'ingénieurs pour les prévenir, etc. Les villes se replient sur leur arrière-pays, émettent leur mon-

naie. L'économie informelle devient la norme, sous contrôle de notables ou de personnes influentes contrôlant l'organisation locale.

Exemples approchants : Somalie dans les années 1990 ou URSS en 1991.

Un scénario qui est considéré comme peu souhaitable et peu probable (c'est à chaque fois le 3^e en partant de la fin).

UN NOUVEAU SOUFFLE RHÉNAN

La fédéralisation européenne se réalise, ainsi qu'un accord de coopération renforcé avec la Suisse. Le Sud Alsace, le sud du Pays de Bade et les cantons bâlois constituent une région européenne du Rhin Supérieur, aux nombreuses compétences avec des droits civiques identiques pour ses habitants. Mulhouse devient un pôle génétique et bioéthique grâce aux investissements d'industries suisses et allemandes, l'économie locale connaît une période de prospérité grâce à l'exportation de l'énergie excédentaire et à une organisation trinationale des crédits bancaires et interentreprises. L'économie collaborative devient la norme, tout comme le trilinguisme qui aboutit à l'émergence d'une nouvelle langue commune par hybridation des trois langues et des dialectes. La micro-

entreprise remplace le salariat et l'euro laisse au fur et à mesure la place à des expérimentations de monnaies alternatives comme la monnaie-temps (une heure de travail vaut la même chose quel que soit le métier; la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs est contrée par une compensation pour les métiers à haute pénibilité et les formations longues sont rémunérées). Services publics très développés avec interdiction de déficit, excellent système de soins, explosion des loisirs et de la culture, et expérimentation d'une démocratie participative semi-directe.

Exemples approchants : Suisse, ou Yougoslavie avant la mort de Tito.

C'est un des deux scénarios les plus souhaitables. Il n'est pour l'instant que peu probable, mais si d'ici cinq ans, un parti européeniste s'imposait au niveau national et que l'Europe trouvait un nouvel élan, sa probabilité d'occurrence serait beaucoup plus forte.

L'ÉTAT ALSACIEN AU BORD DU GOUFFRE

Grand mouvement d'indépendance et de sécession de l'Alsace qui aboutit à un État alsacien souverain, qui opte pour un droit fiscal avantageux et dére-

glements les secteurs bancaires, devenant une niche fiscale. Cela engendre des investissements internationaux massifs dans des secteurs rentables comme le numérique, dont Mulhouse devient un pôle majeur. Les Alsaciens assistent à une dématérialisation du travail et se retrouvent fortement dépendants des importations, notamment alimentaires. Les prix flambent. En résultent une pénurie énergétique, une instabilité économique et sociale, une fracturation de la société en microgroupes ethniques, religieux, la mouvance alsacienne de souche dérivant vers la xénophobie. Un baron local prend les rênes, manipule l'information, met en place une religion d'état, exalte l'identité alsacienne, met un terme à toute expérimentation citoyenne et confisque les revenus par un impôt révolutionnaire qui conduit à une économie souterraine.

Exemples approchants : révolution cubaine de 1959, indépendance des anciennes colonies européennes au XX^e siècle.

C'est en même temps le scénario le moins probable et le moins souhaitable. Scénario catastrophe, telle une dictature verrouillant toutes possibilités de changement par le bas.

OBJECTIFS ET STRATÉGIES VERS LA RÉSILIENCE LOCALE

Tous ces scénarios suivent une logique d'enchaînement des événements; ils sont liés dans un schéma qui représente le champ des possibles et il existe des points de basculement plus ou moins logiques d'un scénario à l'autre et des dizaines d'autres scénarios qui seraient des mélanges entre les six principaux. Ce sont les acteurs, par leurs actions, qui feront advenir un scénario plutôt qu'un autre, dans une responsabilité collective: acteurs économiques, médias, élus et collectivités territoriales, mais aussi État, acteurs illicites et ruraux, enseignants et population, etc. auront la plus grande part de responsabilité. C'est notamment aux élus locaux, décideurs, à qui cette étude s'adresse. Elle propose alors, pour les communes et intercommunalités en particulier, des objectifs et stratégies pour assurer la résilience du territoire. Les objectifs affichés sont une gouvernance ouverte et adaptée aux crises; des infrastructures et systèmes fonctionnels en toutes circonstances; une économie équilibrée, durable et créatrice de valeur locale; une population formée et préparée; un réseau de partenaires fort et la maîtrise des flux et du traitement de la donnée.

L'étude propose six stratégies: le numérique comme catalyseur de la coopération, qui vise à utiliser les outils numériques pour structurer la gouvernance partagée, la co-construction et la mise en œuvre de projets de transformation du territoire; les fondations de la résilience par le maillage territorial mettant en place des lieux-relais sur tout le territoire et s'adaptant à l'organisation des différents quartiers; la résilience par systèmes distribués, pour mettre en place des systèmes alternatifs à toutes les fonctions "vitales" du territoire, et pouvant être mobilisés rapidement pour s'y substituer; l'intégration trinationale sur tous les fronts qui mise sur un niveau très élevé de coopération et d'échanges entre le Sud Alsace, le Bade-Wurtemberg et les cantons suisses alémaniques, permettant d'accéder à une masse critique considérable sur de nombreux aspects; l'économie par et pour le territoire qui vise à comprendre en temps réel et à orienter les choix d'investissements publics et privés sur le territoire de façon à y développer l'emploi, une offre diversifiée de productions rentables et durables en circuit court, et de biens et de services à forte valeur ajoutée à l'échange; la force citoyenne, pilier territorial, qui consiste à mettre en place une coopération inédite entre quartiers, associations, médias et équipes de recherche pour la construction et l'amélioration de référentiels et à faire des recommandations à l'usage des décideurs publics et privés du territoire. Des stratégies à utiliser comme une boîte à outils, une source d'inspiration où piocher pour concevoir des politiques publiques. « Il faut les combiner, les compléter, et y associer les moyens humains, matériels et financiers et y adjoindre le soutien de tous les acteurs de ce territoire à fort potentiel, présentant de nombreuses difficultés et en plein changement qu'il ne faudra pas subir », conclut l'étude.